

L'éducation, priorité majeure de l'action de la municipalité

Dès mars 2001, la majorité municipale a fait de l'éducation une priorité essentielle de son action.

Locaux hors normes, matériels scolaires hors d'âge, retard en matière de nouvelles technologies de l'information et de communication, inégalités dans le traitement entre les différents établissements scolaires de la ville et dans les dotations mises à leur disposition... Tel était l'état des lieux objectif établi à l'époque.

Celui-ci démontrait malheureusement que les équipements scolaires de la ville avaient impérativement besoin d'importants travaux et le système en place d'un véritable projet de redynamisation et de développement, le tout résultant de la carence de ceux-là mêmes qui aujourd'hui prétendent pouvoir s'ériger en donneurs de leçons sur bien des dossiers, à commencer par celui-là.

Au-delà des polémiques politiciennes stériles, les montants financiers consacrés à ce domaine parlent d'eux même 5 ans après le lancement de cette politique audacieuse.

Depuis 2001 des investissements conséquents ont été réalisés et des améliorations notables ont été apportées. Au travers de ses actions, la Ville de Saint-Brieuc privilégie toujours l'accueil, les conditions de travail et le bien-être des enfants, comme l'illustrent parfaitement les actions suivantes :



Le PAIS centralise les inscriptions.



Un nouveau préau pour l'école de la Brèche aux Cornes.

- En terme d'action sur le patrimoine scolaire et sur les outils mis à disposition des élèves et des enseignants :

Réhabilitation de l'école élémentaire Poutrin (527 000 euros), construction de 4 salles de classes et d'un atelier informatique (406 000 euros), rénovation des blocs sanitaires (200 000 euros), aménagements de préaux (68 000 euros), mise à disposition d'un gymnase (296 000 euros), aménagement de parkings (13 500 euros), renouvellement complet du mobilier scolaire des 131 classes de la ville (457 000 euros), informatisation des 27 établissements scolaires (764 000 euros) et acquisition de mobiliers dédiés (76 000 euros)

De plus, chaque année la ville procède à la réalisation de travaux d'entretien et de sécurisation des bâtiments scolaires pour un montant de 350 000 euros.

- En terme de fonctionnement :

La municipalité a décidé, **pour améliorer les conditions d'accueil des élèves**, de généraliser l'aménagement du temps périscolaire du midi, de créer 16 postes de responsables d'accueils périscolaires ainsi qu'un de coordonnatrice, de majorer de près de 5000 heures le volume d'heures annuel consacré à l'entretien des locaux et enfin d'accroître le temps de travail des agents des écoles.

La majorité municipale, **pour répondre aux attentes**

des parents, a pris l'initiative d'élargir la plage horaire d'accueil du soir et de rendre ce service plus accessible à tous.

Pour faciliter le travail des directeurs d'école, les inscriptions scolaires ont été centralisées en mairie tandis que la maintenance du parc informatique a été confiée aux services municipaux.

Pour donner plus de moyens aux écoles, 263 000 euros sont annuellement dédiés aux établissements de la ville en fonction de critères objectifs, en tenant compte de leurs spécificités.

Enfin depuis la rentrée scolaire 2006, un nouveau mode de financement des sorties scolaires plus juste se traduit par une hausse de 12% du budget qui y est consacré a été retenu, après concertation avec les directeurs d'école.

Si besoin en était, les éléments d'actions énumérés montrent la détermination de l'équipe conduite par Bruno Joncour pour redonner à l'éducation à Saint-Brieuc la place qu'elle justifie tant elle constitue l'une des priorités qui favorise le maintien de la cohésion sociale, le renforcement du lien social, l'épanouissement individuel et l'apprentissage de la citoyenneté.

Joël Prioul,
Président du groupe de la Majorité municipale.

La politique foncière municipale : un pari manqué

Après avoir donné un coup de frein brutal aux projets d'aménagement urbain de la précédente équipe municipale, la majorité de droite actuelle, après une longue période d'immobilisme, s'est lancée tel un véritable monopoly dans des acquisitions immobilières tout azimut – dans des achats aventureux et des dépenses sous-évaluées, dans des négociations faisant preuve d'une certaine inexpérience au point de se livrer à des ventes du patrimoine municipal à des prix pour le moins bradés... autrement dit dans des paris plus qu'hasardeux. Cette politique du «coup par coup» est de nature à susciter de l'inquiétude et pourrait bien un jour mettre en difficulté l'avenir de la ville.

Comment peut-on accepter que la vente de l'ancien commissariat de police pourtant valorisée du fait de sa situation au cœur de la ville, ait pu être négociée à un prix inférieur à l'estimation des domaines, d'autant qu'un mois plus tard l'opération tournait court faute de garanties financières de la part de l'acquéreur...?

Contre la résignation et le désespoir : construire ensemble une société de progrès et d'avenir !

Les citoyennes et les citoyens de Saint-Brieuc comme partout ailleurs sont nombreux à refuser la privatisation d'EDF et de GDF, à agir contre la précarisation, le chômage. Ils rejettent l'idée de voir leur système de protection sociale et leur système de retraites remis en cause. Beaucoup d'entre eux se sont prononcés pour le « NON » au référendum, ont été dans les luttes contre le CPE et particulièrement la jeunesse.

Les enseignants, les parents d'élèves se sont de nou-

Champ de Mars ou Champ de Fleurs

Il y a à peine cinq ans de grands travaux étaient décidés rue du 71^e RI pour remodeler la gare des TUB. Puis est venu l'opération du Champ de Mars. Lors de l'exposition publique du projet, le promoteur ne touchait pas à ce remodelage. Puis en 2005, il a exigé 2 000 m² de surfaces commerciales supplémentaires. Du coup, la gare d'échange des TUB doit disparaître et la rue du 71^e RI devra à nouveau être réaménagée. Tout ça pour une opération commerciale dont on ne voit pas, pour l'instant, les tenants et aboutissants, mais qui risque fort de déstabiliser l'ensemble des commerces du centre ville. Lors de la précédente municipalité, nous avons manifesté notre désaccord de fond sur ce projet commercial

Comment peut-on admettre que les coûts exorbitants de la démolition du bâtiment et du transfert des services de l'Inspection Académique soient pris en charge par les finances de la ville, véritable cadeau fait au désengagement de l'état à l'insu des contribuables briochins ?

Que dire du projet Charner, qui après avoir changé plusieurs fois de vocation en deux ans à grand renfort d'effets d'annonces, se trouve aujourd'hui bloqué du fait du manque de faisabilité de la construction d'un parking souterrain liée à la constitution géologique du sous-sol !

Que dire encore du parking prévu dans le programme du Champ de Mars actuellement dans l'impasse compte tenu des incertitudes qui pèsent sur l'emplacement de la future gare routière ?... et comble d'ironie, l'actuelle majorité qui l'avait en son temps si fortement décrié envisagerait la création d'un nouveau parking sur la place Poulain-Corbion... Nous reviendrions alors à la case départ, le monopoly se transformerait-il en jeu de l'oie ? En vérité que de temps et d'argent perdus !

veau mobilisés pour dénoncer la suppression de postes, la fermeture de classes alors que le nombre d'élèves est en augmentation.

Les salariés n'hésitent pas, malgré toutes les difficultés qu'ils rencontrent, à se mettre en grève pour obtenir des salaires correspondant à leurs qualifications et leurs compétences, comme les employés de la Cabri-TUB. Tous ceux qui luttent depuis des années savent bien que les conditions sociales difficiles auxquelles ils sont confrontés ne sont pas le résultat du hasard, mais bien le résultat d'une politique menée par le gouvernement en place qui répond aux exigences du MEDEF, (exemple : les exonérations de charges pour les employeurs qui rémunèrent leurs salariés au niveau du SMIC, les contrats précaires comme les CDD, le CNE, etc.), mais qui est sourd aux aspirations et aux besoins du monde du travail.

La Municipalité actuellement aux commandes de la ville

du Champ de Mars et la pompe à voitures que cela représentait. C'est toujours le cas avec la nouvelle équipe municipale, car depuis six ans, le commerce a considérablement évolué en périphérie.

Le centre ville a besoin d'aération : un grand parc public, une médiathèque moderne, une maison d'associations et quelques petits immeubles d'habitation auraient été les bienvenus dans un espace convivial.

Tram - Train

Nous avons la chance d'avoir une infrastructure ferroviaire qui traverse la ville du Nord au Sud, de Cesson à Ploufragan. Cette voie dessert une bonne partie des gros établissements scolaires et des zones artisanales ainsi que la gare SNCF. Dans le cadre du plan de déplacement urbain, il conviendrait de passer une conven-

Ces opérations fortement médiatisées aussi coûteuses qu'hasardeuses sont aussi la conséquence d'une absence de méthode, car comble de paradoxe, on assiste au fil des ans à la création de multiples comités de pilotage et instances de concertation, mais au final et dans les faits, les participants ne sont tenus informés que par voie de presse. Tous ces effets de communication ne doivent plus masquer l'importance des risques financiers encourus par la ville. Ce pari est manqué d'autant plus qu'on ne peut que déplorer un manque de vision globale, une absence de perspective pour la ville au cœur de l'agglomération.

*Anne Galand,
pour le groupe des élus socialistes et apparentés :
Danielle Bousquet, Michel Brémont,
Anne Galand, Didier Le Buhon,
France Le Douarin et Claude Saunier.
Ils peuvent être contactés au 02 96 60 44 42
ou au 10 rue Vicairie à Saint-Brieuc.*

se déclare contre les fermetures de classes à Saint-Brieuc, tout en sachant que ces fermetures résultent de restrictions imposées par les budgets. Pourquoi soutiennent-ils alors la politique nationale et votent-ils les budgets ?

A quelques mois d'une échéance électorale d'importance, nous appelons toutes celles et tous ceux qui refusent la dégradation de leurs conditions de vie économique et sociale à se rassembler et nous sommes à leurs côtés pour construire ensemble une véritable alternative politique de progrès.

*Annie Meyer et Jean-Guy Le Bère
Conseillers municipaux communistes.
Ils peuvent être contactés au 02 96 60 44 42.
Jean-Guy Le Bère reçoit le vendredi
de 10 h 30 à 12 h, 10 rue Vicairie.*

tion avec Réseau Ferré de France pour utiliser cette voie sous la forme d'une ligne de tramway en aménageant quelques stations aux endroits judicieux.

Ce projet serait un bon complément à la ligne des transports (TCSP) que la CABRI devrait mettre en œuvre dans les prochaines années pour relier Languieux au quartier des Villages (Ligne de Transport Est-Ouest TEO).

Ces deux projets contribueraient efficacement à diminuer la circulation en ville et donc les gaz à effet de serre. Mais pour cela, les transports en commun doivent être plus attractifs que la voiture en particulier pour les trajets domicile-travail.

*Les élus Verts : Annie Corbel et Marc Boivin.
Groupe des Verts : 10 rue Vicairie - 02 96 60 44 42.*